

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Une relance indispensable

Durant la crise sanitaire, des millions de salariés, d'indépendants et d'actifs ont vu leurs revenus baisser. Le développement actuel et futur du chômage va accroître cette tendance. Ainsi, la relance de la demande par la consommation est une condition indispensable de la reprise économique, mais elle devra avoir pour objectif d'empêcher la dégradation du bien-être des actifs les plus modestes et de leur famille.

Revaloriser les salaires

La nation a salué l'utilité sociale et économique des salarié-es et agent-es en « première et seconde lignes ». Il convient à présent de revaloriser le salaire de ces travailleurs.

- ⊕ L'État doit notamment enclencher une politique de revalorisation salariale du personnel soignant et, plus globalement, dégeler la valeur du point d'indice dans la Fonction publique.
- ⊕ Ailleurs, par exemple dans les secteurs de la distribution alimentaire et de l'agro-alimentaire, les entreprises, en particulier les multinationales, doivent augmenter les plus bas salaires, ouvrir davantage les perspectives d'évolution pour les salariés les moins qualifiés et réduire les postes à temps partiel imposé.
- ⊕ Au-delà, il conviendrait aussi de décider une hausse exceptionnelle du SMIC dont le dernier fameux « coup de pouce » remonte à juillet 2012.

Face à l'aggravation de la situation sur le marché du travail et au développement du chômage, le gouvernement a mis en place des adaptations temporaires nécessaires. Cependant, l'UNSA réclame toujours la suppression, pour les demandeurs d'emploi, des mesures néfastes de la dernière réforme de l'assurance chômage⁽¹⁾. Il faut donner plus de protection aux actifs, notamment en réduisant la période d'affiliation nécessaire à l'ouverture des droits à l'indemnisation.

Les difficultés financières de nombreuses familles et la demande importante de distribution de produits de première nécessité ont montré le niveau de pauvreté en France ainsi que les complications nouvelles liées à la crise. En raison du basculement possible d'un grand nombre de personnes sous le seuil de pauvreté, il importe d'agir urgemment sur les minima sociaux.

À ce titre, l'UNSA porte des revendications ambitieuses dans le cadre de la concertation sur le revenu universel d'activité⁽²⁾.

La situation économique et sociale, actuelle et à venir, nécessite un plan de relance de la demande basé sur le redémarrage de l'investissement et de la consommation des ménages. Ce plan doit être un tremplin pour lancer une transition écologique et numérique reposant sur une justice sociale renforcée. L'UNSA, consciente du coût d'un tel plan, porte des revendications claires et raisonnées sur son financement, comme la proposition d'un grand emprunt national.

⁽¹⁾ **En savoir plus :** <https://www.unsa.org/des-mesures-salutaires-pour-les-demandeurs-d-emploi-mais-il-faut-aller-plus.html>
<https://www.unsa.org/Crise-sanitaire-et-economique-protégeonsdavantage-les-demandeurs-d-emploi.html>

⁽²⁾ **En savoir plus :** https://www.unsa.org/IMG/pdf/contribution_unsa__revenu_universel_novembre_2019-1.pdf